

plies pour assurer une gestion et une politique prolétarienne de l'Etat et que, dans le domaine économique, la règle d'action ne peut viser sur l'établissement du socialisme, alors que, dans le domaine politique, ce sont uniquement les notions de la lutte de classe mondiale qui peuvent régir l'activité de cet Etat.

Ainsi que nous l'avons dit, l'Etat est l'instrument spécifique pour la lutte prolétarienne arrivée à sa phase supérieure de la lutte pour la révolution mondiale. Lorsque la résorption de la vague révolutionnaire mondiale, au cours de laquelle la victoire d'un prolétariat avait été possible, enlève provisoirement les conditions spécifiques à l'existence de l'Etat prolétarien, il ne s'ensuit nullement qu'il faille envisager l'inévitabilité d'une victoire de l'ennemi qui enlèverait cet Etat au prolétariat. Il en a été ainsi pour la Commune de Paris car cette expérience de gouvernement prolétarien se vérifiait en une situation historique où les prémisses n'existaient pas encore pour l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais il n'en était nullement de même pour la Russie Soviétique qui s'est trouvée en face d'une situation contenant les conditions pour la victoire du prolétariat et forcée de surpasser une étape intermédiaire où provisoirement se raffermissait le pouvoir de l'ennemi capitaliste. En effet, en 1923, en Allemagne, aussi bien qu'en 1927, en Chine, de formidables batailles révolutionnaires ouvraient à nouveau une phase contenant les éléments spécifiques pour l'épanchement de l'action de cette institution propre aux batailles décisives du prolétariat : pour l'Etat prolétarien.

Il s'agissait donc, en 1921, d'opérer une retraite d'ordre provisoire. Dans le domaine économique, le passage du communisme de guerre à la Nep ne contresigna pas, en ses termes réels, cette retraite, car il est presque certain que même au cas d'une victoire du prolétariat en un autre pays et de la persistance d'une effervescence révolutionnaire dans le monde entier, en Russie le prolétariat aurait été forcé de consacrer, au point de vue légal, la persistance de ces forces économiques dont la destruction n'est possible qu'au travers d'une profonde et longue transformation économique. Mais cette retraite ne devait nullement en arriver à porter atteinte à la nature même de la politique de l'Internationale, où, par contre, nous assistâmes au profond changement (par rapport au Deuxième Congrès, mais surtout par rapport à toute l'histoire du parti bolchévique) sur les deux éléments capitaux de la vie et de l'action du prolétariat : dans le domaine de la forma-

tion des partis communistes et de la lutte pour la conquête du pouvoir, l'Internationale, sous la direction des bolchéviks, opéra une révision radicale qui devait conduire ceux-ci à préconiser pour les autres pays des positions principielles de droite contre lesquelles ils avaient lutté au sein de leur mouvement propre en Russie. Au sujet de la formation des partis communistes et pour la bataille suprême, en Allemagne surtout, les bolchéviks soutinrent des positions analogues à celles qu'ils avaient balayées en 1903 contre les menchéviks et en 1917 contre Zinovief-Kamenev.

Pour conclure à ce propos, il nous semble donc que le problème même de l'inévitabilité d'une interférence entre l'introduction de la Nep et la modification de la politique de l'Internationale, ne peut pas se poser, car les termes mêmes du problème ne le permettent pas. En effet, loin de pouvoir envisager la possibilité de la gestion socialiste de l'économie dans un pays donné et la lutte de l'Internationale, nous devons commencer par proclamer l'impossibilité même de cette gestion socialiste et la nécessité de relier l'Etat prolétarien à des objectifs bien plus limités dans l'ordre économique, alors que dans l'ordre politique l'Etat ne peut être considéré que comme un instrument de la lutte ouvrière et jamais, ainsi que nous le fîmes tous lors de la victoire du prolétariat russe, comme pouvant polariser la lutte du prolétariat mondial.

Notre exposé, dans le domaine économique, nous a permis de réfuter la thèse consistant à croire que la réalisation d'une prémisses juridique, la suppression de la propriété privée et la socialisation des moyens de production, pouvait sauvegarder le caractère prolétarien de la politique de l'Etat ouvrier. Pour ce qui concerne les questions politiques de la constitution de l'Etat prolétarien, nous nous trouvons en face d'un problème analogue, au moins dans la présentation initiale du problème. Ici l'expérience nous permettra d'être beaucoup plus bref, du moins pour ce qui est de la formule que Boukharine a exprimée le plus nettement dans le domaine théorique. Ce dernier disait, dès 1924, que l'apparition et les conséquences de phénomènes pourtant analogues, si ce n'est pas identiques, dans un régime capitaliste et un régime prolétarien, changeaient profondément et définitivement parce que les bases économiques et sociales des deux régimes étaient profondément et irrémédiablement opposées. Du fait que le prolétariat possédait l'Etat toutes les mesures que son Etat décidait au-

raient eu une conséquence inévitablement prolétarienne. Le cachet d'origine aurait assuré l'écoulement correct de la production économique et politique de l'Etat régi par la dictature prolétarienne. Il est évident que Boukharine essayait d'appuyer sa théorie du « paysans enrichissez-vous » sur les considérations étalées par Lénine, surtout dans « l'Impôt Alimentaire ». Ce dernier disait que la possession de l'Etat aurait laissé le prolétariat dans la possibilité de juger quand le moment serait venu de s'arrêter dans le chemin des concessions et de reprendre le chemin opposé de la lutte pour enrayer les progrès économiques des classes adverses. Au sujet des considérations mêmes de Lénine, nous nous sommes déjà expliqués dans la troisième partie de ce chapitre, où nous avons démontré qu'une fois le mécanisme économique établi, une tendance fondamentale se serait affirmée et il aurait été impossible au parti, aussi bien qu'au prolétariat, d'arrêter leur course pour emprunter un chemin opposé. Alors que cette tendance économique s'est déjà manifestée, les possibilités de changement ne se présentent pas autrement que sous forme d'interventions brusques comportant des bouleversements sociaux. Mais lorsque Boukharine essaye de s'appuyer sur Lénine pour nous présenter la théorie de la dictature du prolétariat sous la forme qui a servi à Staline pour accrocher l'Etat Soviétique à la Société des Nations et au service de la conservation du capitalisme mondial, il ne fait pas autre chose que répéter la manœuvre des réformistes de la Deuxième Internationale à l'égard des fondateurs du communisme scientifique. En effet, Lénine nous a appris à considérer, dans la conquête de la dictature du prolétariat, dans la fondation de l'Etat ouvrier, les conditions nouvelles à l'avantage du prolétariat mondial et nullement une sorte de talisman nous assurant contre toute entreprise de dégénération et de victoire de l'opportunisme.

Ce point précisé, à savoir que l'existence de l'Etat prolétarien ne nous préserve nullement de l'éventualité d'une déformation de sa politique et que nous pourrions seulement constater un changement radical par rapport aux régimes capitalistes que lorsque les phénomènes se modifieront profondément dans leur nature, sans se rapporter — comme à une planche de salut — à la nature prolétarienne de l'Etat, il nous reste à traiter du problème capital de la signification même de la dictature du prolétariat. Dans la plate-forme de notre fraction, qui, dans ses parties politiques, est plutôt un exposé critique se trouve au point de vue théo-

rique une considération d'ordre principal : l'affirmation que rien ne s'oppose à qualifier la dictature du prolétariat, comme étant la dictature du parti du prolétariat. Cette précision acquerra toute sa signification seulement après que nous aurons traité de tout le problème en insistant particulièrement sur ce que nous entendons par dictature du parti communiste et comment nous entendons qu'elle puisse s'épanouir.

A d'autres moments, nous avons montré qu'aucune contradiction n'existait entre deux affirmations centrales du Manifeste où l'on dit que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et que la formation du prolétariat en classe n'est possible qu'au travers de la formation du parti politique. Nous avons aussi mis en évidence que c'était une bien grossière déformation de la réalité que de nous présenter le bolchévik modèle comme un agent super-démoniaque capable de susciter des mouvements de classe, de miner, par un travail continu de conspiration, les institutions économiques, politiques et militaires de la classe ennemie. Pour nous, la naissance, l'évolution et la victoire du parti de classe ne sont qu'autant de manifestations de la maturation de la conscience de classe du prolétariat, à tel point qu'il nous est inconcevable que l'élaboration idéologique du parti puisse s'effectuer en dehors de la lutte des classes elle-même. Tout le problème consiste à établir comment cette conscience des ouvriers peut se manifester et, à ce propos, l'opinion de notre fraction est strictement limitée : elle ne peut se manifester qu'au travers de la construction et de l'élévation du parti de classe en fonction même de l'état que traverse la lutte des classes. Aucune possibilité n'existe donc, à notre avis, de parvenir, au travers d'un noyautage habile, par les membres du parti ou de ses cellules, aussi bien qu'au travers de manœuvres dans le champ ennemi, à substituer ces entreprises au cours qui accompagne l'évolution de la classe ouvrière elle-même. Demain, des possibilités d'expansion existeront pour le parti du prolétariat et nous y verrons la manifestation de l'élévation de la conscience de classe des travailleurs dans leur ensemble, la maturation de ce processus qui conduit les travailleurs à réaliser leur propre émancipation. Ce qui nous distingue à l'égard de presque toutes les autres tendances agissant dans le prolétariat, c'est bien cet exclusivisme qui nous porte à considérer que c'est uniquement au travers du parti que peut se manifester l'évolution de la conscience de classe des travailleurs. Mais cela ne signifie nullement que